



Le Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne (PGEPC) a signé, le mercredi 30 mai 2018 à Ouagadougou, des conventions de financement avec cinq (05) Organisations de la société civile (OSC) retenues dans le cadre du Fonds d'intervention rapide (FIR) de la Banque mondiale. D'un montant total de 400 millions de F CFA, ces conventions permettront la mise en œuvre de projets en vue de contribuer à la transparence dans la gestion des finances publiques.

Après un appel à projets, ce sont ceux de cinq Organisations de la société civile (OSC) sur 37 sélectionnés qui ont été retenus pour être financés à hauteur de 400 000 de F CFA afin de contribuer à la transparence dans la gestion des finances publiques par l'implémentation et le renforcement de mécanismes innovants de redevabilité et de contrôle citoyens de l'action publique, sur une durée de trois ans. Il s'agit du Projet de surveillance communautaire sur la gouvernance économique et administrative dans le secteur sanitaire et scolaire au Boulgou, de l'association Dakupa, le Projet d'appui au contrôle et à l'interpellation citoyenne dans les secteurs de l'éducation et de la santé dans le Lorum, de l'Atelier théâtre du Lorum et le Projet d'appui à la gouvernance financière dans trois communes du Nord, de l'Association ACE-RECIT. A ces trois s'ajoutent le Projet pour l'accroissement de la redevabilité et du contrôle citoyen dans le secteur de l'éducation dans 40 établissements de 20 communes partenaires de l'Association monde rural (AMR) et le Projet d'appui au contrôle citoyen de la qualité de service dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans la région du Sahel, de l'Association Nodde Notto (A2N). La signature de conventions entre le Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne (PGEPC) et ces cinq OSC est intervenue, le mercredi 30 mai 2018 à Ouagadougou. Le coordonnateur du PGEPC, Adama Rouamba, a rappelé que le gouvernement burkinabè a bénéficié d'un financement de 30 millions de dollars US de la Banque mondiale (IDA) pour la mise en œuvre du projet qui est fonctionnel depuis octobre 2016.

Mériter la confiance

Le PGEPC, a-t-il poursuivi, comporte trois composantes dont le Fonds d'intervention rapide (FIR) qui vise à soutenir les efforts du gouvernement en matière de réformes des finances publiques et à encourager la participation des OSC dans la gestion des finances publiques à travers le financement de projets innovants. Au nom du secrétaire général du ministère en charge des finances, le coordonnateur du Projet a félicité les cinq OSC bénéficiaires de cette première subvention et les a invitées à travailler à la réussite de cette «expérience» afin qu'elle puisse servir d'exemple. Pour sa part, le président du Conseil national des OSC (CNOSC) du Burkina Faso, Jonas Hien, s'est réjoui de l'aboutissement de ce processus auquel le Conseil a été « pleinement » associé. « Nous venons de prendre un engagement fort à travers ce partenariat avec le gouvernement pour l'accompagner dans l'amélioration de la gouvernance économique. Nous nous devons de mériter cette confiance », a-t-il dit. Il a donc exhorté les cinq OSC à un meilleur accompagnement de l'Etat burkinabè dans la gouvernance des affaires publiques à travers cette initiative qui va contribuer au renforcement des actions d'appui au développement des activités des organisations. «Cet accompagnement doit se traduire, à notre niveau, par des résultats concrets, en réussissant les projets qui bénéficient de fonds. Vous en êtes les pionniers, vous êtes donc condamnés à réussir en donnant de bons exemples afin de permettre à d'autres OSC d'avoir la chance d'en bénéficier. Vous êtes donc attendus au résultat », a-t-il lancé aux bénéficiaires.

Jean-Marie TOE & Achille ZIGANI (stagiaire)

Sidwaya